

## Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

**Je vous souhaite à tous une  
excellente année 2019 !**

C'était il y a déjà 10 ans mais 2009 a été une année décisive pour le European Milk Board (EMB) et pour tous les producteurs laitiers d'Europe. Il y a 10 ans, nombreux sont les pays européens qui ont été secoués par des manifestations, des grèves de livraison du lait et, surtout, des actions d'épandage de lait sur la voie publique. On se souviendra des millions de litres de lait déversés dans la ville belge de Ciney ou encore en Normandie française proche du Mont-Saint-Michel.

A l'époque, nous avons montré qu'il était pour nous inadmissible de produire du lait de qualité en-dessous de 25 cents. Nous avons mis en garde les responsables politiques contre les conséquences catastrophiques d'une libéralisation totale du marché. Et malheureusement, nous avons eu raison. Nos études sur le prix de la production laitière démontrent de manière frappante que l'écart se creuse entre le prix du lait et les coûts de production. Et les exemples en Europe de la libéralisation acharnée prouvent que celle-ci fut une erreur, sans compter les destins brisés et drames familiaux dont ces dernières années économiquement dures ont été le théâtre.

L'année 2019 s'annonce déjà empreinte d'incertitudes. Nos coûts sont appelés à augmenter de façon spectaculaire, notamment en raison des sécheresses estivales. En Belgique, les laiteries ont déjà annoncé pour janvier un prix de base en-dessous de 30 cents. Et l'expérience nous a appris que le prix versé aux agriculteurs belges est un indicateur du développement des prix dans les autres pays membres. De plus, étant donné la tenue des élections européennes en mai 2019, nous ne pouvons pas nous attendre à beaucoup d'aide de la part du Parlement européen ou de la Commission européenne. En outre, nombreux sont les pays membres de l'UE qui sont aujourd'hui en proie à des gouvernements instables, qui sont réticents à innover. Mais je reste positif et je crois en l'émergence d'un mouvement citoyen à travers l'Europe qui s'opposera au système actuel. Car celui-ci sert les intérêts d'une poignée de grandes entreprises et s'enrichit sur le dos des citoyens.

Par ailleurs, l'EMB ne restera pas les bras croisés face à l'industrialisation effrénée de la production laitière et face aux difficultés croissantes pour les jeunes de reprendre l'exploitation familiale bâtie sur plusieurs générations.

Ensemble, nous maintiendrons l'unité des agriculteurs européens. Nous n'aurons de cesse de rappeler aux politiques la naissance du mouvement des producteurs laitiers en 2009 ainsi que son développement les années suivantes. Nous exigeons un prix du lait qui couvre nos frais et assure un revenu équitable. Il revient aux politiques de mettre en place un cadre qui empêche l'émergence de crises. Par conséquent, nous demandons la mise en place immédiate de notre Programme de responsabilisation face au marché. Une année supplémentaire de crise serait catastrophique, sans parler d'une situation analogue à 2009 !

Débutons l'année 2019 emplies de motivation et d'entrain !

Avec mes meilleurs vœux,

### EMB Bulletin janvier 2019

- Finis les krachs, les crises et les catastrophes
- L'écart entre les prix du lait et les coûts de production persiste en Allemagne
- Vache et climat
- Les vaches ne détruisent pas le climat
- Les éleveurs laitiers irlandais abordent 2019 après une année 2018 chère et difficile
- L'industrie suisse du chocolat se sent menacée
- Comparatif des prix du lait : Les producteurs de lait ont dû accepter des baisses de prix
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

### Contact

**EMB - European Milk Board asbl**

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

## Finis les krachs, les crises et les catastrophes

### **Les propositions de l'EMB pour la réforme de la politique agricole commune et pour résoudre les crises du marché du lait**

© EMB

Il y a 10 ans, en 2009, les images d'éleveurs laitiers français et belges déversant des millions de litres de lait dans les champs ont fait le tour du monde.

Ils montaient sur les barricades pour exprimer leur colère et leur inquiétude vis-à-vis du niveau du prix du lait et de la passivité des responsables politiques européens. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, le marché du lait ne dispose toujours pas de mécanismes efficaces pour protéger le secteur des crises. Pour l'European Milk Board (EMB), un instrument efficace de gestion de crise est indispensable pour donner des bases saines au secteur laitier. Lors d'une conférence de presse à la Semaine verte internationale de Berlin, le comité directeur de l'association faîtière européenne des producteurs de lait a plaidé en faveur du « Programme de responsabilisation face au marché », un instrument permettant d'atténuer les chutes brutales des prix du lait et d'agir de manière préventive contre les crises.

#### **Peut-on sortir du cycle infernal des crises ?**

Depuis l'année de crise 2009, les producteurs de lait européens se traînent d'une crise à l'autre. Les années 2012 et 2016 ont été caractérisées par des prix bas et des pertes importantes pour les producteurs laitiers. Au cours des dernières années, ce cycle sans fin de crises a mis à genoux toute une profession.

Lors de la crise du lait de 2016, la Commission européenne a mis en œuvre avec succès un programme de réduction volontaire de la production, une revendication de longue date de l'EMB. La réduction des volumes a immédiatement fait remonter les prix du lait et a montré ce qu'il était possible de faire en termes de gestion des crises. Toutefois, il n'existe toujours pas **d'instrument de crise permanent** permettant de prévoir et d'éviter les crises chroniques.

Le Parlement européen, où de nombreux députés européens réclament actuellement des instruments de régulation ou même une réduction obligatoire en cas de surproduction, a également formulé des propositions pour protéger le marché du lait des crises. Le Comité des régions, un organe consultatif de l'UE, a également exprimé des revendications pour un marché du lait équilibré (notamment des articles de loi sur la réduction des volumes en cas de déséquilibre du marché et un perfectionnement de l'observatoire du marché du lait). **Ces mesures doivent enfin être mises en œuvre dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune.**

#### **Sans instrument efficace de gestion de crise, les crises et les krachs continueront de se produire**

Pour Erwin Schöpges, président de l'EMB et producteur de lait en activité dans l'est de la Belgique, cette année s'annonce plus qu'incertaine avec des prix du lait inférieurs à 30 centimes par kilo de lait. M. Schöpges résume ses attentes par rapport à la politique européenne comme suit : « Pour la nouvelle année, nous souhaitons des prix qui couvrent nos coûts et un revenu équitable. Ni plus, ni moins. »

La permanence des crises dissuade aussi les jeunes agriculteurs de reprendre des exploitations laitières. « Quand on entend que seuls 5 % des producteurs dans l'UE ont moins de 35 ans, on prend la mesure de la triste situation de nos régions rurales et de la société », poursuit M. Schöpges. Aux Pays-Bas, toujours qualifiés de « particulièrement rentables et compétitifs », ce chiffre s'élève à seulement 1,5 %.

L'étude « Combien coûte la production de lait ? » du BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*) montre à quel point les producteurs sont sous-payés. D'après Boris Gondouin, membre français du comité directeur de l'EMB, les éleveurs laitiers européens continuent de fonctionner dans un mode de crise qui épuise lentement leurs exploitations. « Nous avons besoin de prix équitables en temps normal afin de pouvoir mieux affronter les situations extrêmes, qu'il s'agisse de situations d'urgence climatique ou de contraintes géopolitiques », souligne M. Gondouin.

Afin d'agir contre le déficit chronique des exploitations laitières, l'European Milk Board souhaite ancrer dans la législation son **Programme de responsabilisation face au marché** (PRM), capable de réagir aux signaux du marché en adaptant temporairement la production. « Nous, les producteurs de lait, sommes prêts à assumer la responsabilité de notre marché et nous sommes capables de réagir rapidement aux signaux du marché », explique Stefan Mann, producteur de lait d'Allemagne et président du BDM (*Bundesverband Deutscher Milchviehhalter*). Pour lui, il importe désormais de mettre en place le Programme de responsabilisation face au marché et la réforme de la politique agricole commune en cours en offre l'occasion. Des perturbations potentielles du marché s'annoncent déjà, en raison du Brexit ou de l'accord avec le Mercosur.

*Communiqué de presse de l'EMB du 17.01.2019*

---

## L'écart entre les prix du lait et les coûts de production persiste en Allemagne

© BAL

les coûts étaient couverts à 88 %.

Le calcul actuel des coûts de production en Allemagne montre qu'en octobre 2018, seuls 85 % des coûts de production étaient couverts. Il s'agit d'une légère amélioration de 5 % par rapport aux chiffres de juillet ; en janvier 2018,

Les résultats de l'étude trimestrielle sur les coûts de production en Allemagne, réalisée par le BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*), confirment que le prix du lait et les coûts de production continuent à diverger considérablement. Les coûts de production se montaient à 42,92 ct/kg en octobre 2018 et ont légèrement baissé par rapport à ceux de juillet. Toutefois, le prix du lait n'était pas suffisant pour couvrir les coûts de production. En octobre 2018, le prix payé aux producteurs laitiers était de 36,37 ct/kg.

Erwin Schöpges, producteur de lait de l'Est de la Belgique et président de l'European Milk Board (EMB), ne voit pas de convergence entre les prix du lait et les coûts de production au cours des prochains mois. « Nous nous attendons à une hausse des coûts des aliments cet hiver, car les stocks de fourrage des producteurs de lait en Allemagne et dans d'autres pays seront moindres en raison de la sécheresse de l'été dernier. » Au vu de ces chiffres pour les producteurs de lait allemands, l'EMB appelle le gouvernement allemand à assumer ses responsabilités en matière d'agriculture. Celui-ci doit soutenir une politique laitière européenne responsable qui garantisse aux agriculteurs de tirer un revenu suffisant de leur production. Par-dessus tout, il est important d'offrir des perspectives aux jeunes producteurs afin qu'ils puissent reprendre les exploitations familiales.

### Évolution des coûts de la production laitière en Allemagne

Cliquez [ici](#) pour voir l'évolution des coûts de la production laitière en Allemagne de 2009 à octobre 2018.

## Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)

Le rapport prix-coût illustre la mesure dans laquelle le prix du lait couvre les coûts de production. En octobre 2018, le prix du lait n'a permis aux producteurs de couvrir que 85 % de leurs coûts de production ; la part non couverte des coûts est donc de 15 %.

Le graphique ci-dessous illustre ce déficit depuis 2009.

Indice laitier MMI (Milch Marker Index) L'indice MMI montre l'évolution des coûts dans la production laitière. En octobre 2018, le MMI avait une valeur de 104, ce qui signifie que les coûts de production des exploitations laitières ont augmenté de 4 % par rapport à l'année de référence 2010=100. Voyez ci-dessous l'évolution de l'indice MMI dans le temps.

Étude sur les coûts de production de six principaux pays producteurs de lait Des calculs des coûts sont aussi effectués régulièrement dans cinq autres pays européens que l'Allemagne. Ceux-ci révèlent également que le prix que reçoivent les producteurs de lait ne leur permet pas de couvrir leurs coûts de production.

**Nouveau** : Les calculs des coûts de production du lait en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas pour 2017 sont maintenant disponibles. Vous trouverez l'étude [ici](#) (en anglais) ainsi qu'un aperçu des chiffres dans cette [vidéo](#).

## On observe un manque à gagner chronique dans la production laitière – comment y remédier ?

L'European Milk Board propose d'ancrer dans la législation un instrument de gestion de crise capable d'agir contre le déficit chronique dans la production laitière. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) observe et réagit aux signaux du marché en ajustant la production.

Lisez [ici](#) une brève description du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB.

*Contexte : Dans le cadre de l'étude « Combien coûte la production de lait ? » pour le compte de l'European Milk Board et de MEG Milch Board, le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) a procédé pour la première fois en 2012 à un calcul des coûts de la production laitière sur l'ensemble du territoire allemand. Ce calcul est fondé sur les données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) de la Commission européenne et du Bureau fédéral allemand de la statistique (Destatis) et il est actualisé tous les trimestres depuis 2014.*

### Télécharger la fiche descriptive

Communiqué de presse de l'EMB du 16.01.2019

---

## Vache et climat

Savez-vous que vous êtes en train d'émettre des gaz à effet de serre, là maintenant ? À l'instar des 7 milliards d'autres personnes sur cette planète, tous les animaux, les oiseaux, les vers de terre et autres organismes vivant dans le sol, tout ce qui vit émet des gaz à effet de serre.

© Hans Geurts

Le carbone (C) dans notre alimentation se lie à l'oxygène inhalé (O<sub>2</sub>) à la suite de sa combustion dans le corps et lorsqu'ensuite, nous expirons, nous rejetons du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>).

Est-ce une mauvaise chose ? Non, parce que ces émissions font partie du cycle court du carbone : les plantes absorbent le CO<sub>2</sub>, lient le C et émettent de l'O<sub>2</sub>. Les personnes et les animaux mangent ensuite ces plantes (ou des produits animaux), lient une partie du C dans leur corps et émettent le reste sous forme de CO<sub>2</sub> ou de méthane (CH<sub>4</sub>). Ces émissions de gaz à effet de serre font partie du cycle court du carbone et **n'augmentent pas** les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Alors, qu'est-ce qui provoque ces concentrations ? Toutes sortes d'activités humaines en sont à l'origine, notamment celles qui ont été développées depuis la révolution industrielle au 19<sup>ème</sup> siècle. Le carbone (C), qui a été stocké pendant des centaines ou, parfois, des millions d'années, est actuellement libéré au cours d'une période relativement courte sous forme d'émissions de CO<sub>2</sub> ou de CH<sub>4</sub>. Les principales causes sont l'utilisation des combustibles fossiles, les carrières de calcaire et les activités extractives. Ces dépôts de C se sont constitués à une autre époque et, actuellement, ces gaz à effet de serre s'ajoutent aux concentrations dans l'atmosphère. Ces gaz **contribuent** donc bien à un accroissement des concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre et **contribuent** au changement climatique.

S'agissant des vaches et autres ruminants, une discussion absurde et surréaliste s'est enclenchée sur les émissions de méthane des vaches considérées comme les principales causes du changement climatique. La réduction de ces émissions est donc inscrite dans la politique sur le changement climatique.

Ces émissions de méthane, provoquées par la fermentation de l'alimentation dans le rumen de la vache font partie, cependant, du cycle court du carbone tout comme les émissions de CO<sub>2</sub> par les humains. Le méthane se convertit en CO<sub>2</sub> en 12 ans. Il est absorbé par l'herbe qui est mangée par la vache, qui à son tour émet du CH<sub>4</sub> et du CO<sub>2</sub> etc. Ce cycle révèle donc que les émissions de méthane des vaches n'augmentent pas la concentration de méthane dans l'atmosphère. Sauf si des changements significatifs interviennent dans la taille des cheptels, la concentration demeure la même lorsqu'elle est mesurée sur une période plus longue.

Il est effectivement étrange d'observer les êtres humains « consommer » rapidement des gisements qui se sont accumulés au fil de millions d'années, ce qui éclaire la cause du changement climatique, et en rejeter la responsabilité sur la vache pour ne pas l'attribuer à la consommation de ces gisements, même si la vache n'a cessé de reproduire ce qu'elle fait depuis des milliers d'années !

L'organisation néerlandaise des producteurs laitiers NMV estime que les émissions de méthane du bétail devraient être supprimées dans l'accord sur le climat. Si ce n'est pas le cas, les émissions brutes de gaz à effet de serre devraient être corrigées par la prise en compte de la fixation du CO<sub>2</sub> par les plantes (alimentaires). Les émissions et fixations sont associées et devraient toutes deux être incluses dans l'accord ou toutes deux en être exclues.

Par ailleurs s'il est vrai que cette attention exagérée aux émissions de méthane par les ruminants est irréaliste, elle est également dangereuse car elle détourne l'attention de la cause principale du dérèglement climatique : la consommation de combustibles fossiles.

Il est inconcevable d'exclure de l'accord sur le climat le transport aérien et maritime. En l'absence de mesures sur ces secteurs extrêmement polluants comme, par exemple, taxer au niveau mondial le kérosène et le mazout, l'objectif de la politique sur le changement climatique ne sera jamais réalisé. Un vol aller-retour Amsterdam-Barcelone-Amsterdam ne coûte que 50 euros, par exemple, et gaspille des combustibles fossiles. La libéralisation de la politique commerciale favorise également les émissions de CO<sub>2</sub>. Les biens et produits sont expédiés (sans raison) dans toute la planète. Limiter le transport inutile de marchandises réduirait considérablement ces émissions.

Cela ne signifie pas pour autant que les exploitants laitiers n'aient pas à contribuer à la réalisation des objectifs indiqués

dans le traité sur le climat. La filière de la production laitière contribue à l'accroissement des concentrations de gaz à effet de serre en utilisant des combustibles fossiles pour ses tracteurs, pour son transport etc. La production d'engrais azotés est grande consommatrice de gaz naturel et les exploitations consomment également de l'électricité.

La politique actuelle oblige les exploitants laitiers à payer pour évacuer leur fumier et à acheter de l'engrais chimique pour fertiliser leur terre. NMV mène donc des activités de lobby pour que les exploitants puissent utiliser au maximum leur fumier et limiter ainsi le recours aux engrais chimiques. La culture de fourrages verts devrait être encouragée car elle permet une séquestration plus importante de CO<sub>2</sub> et un apport de protéines supérieur, qui devrait réduire les importations de soja. NMV croit qu'une production durable d'électricité par des panneaux solaires et des éoliennes devrait aussi être encouragée, notamment parce que les exploitations agricoles sont souvent bien adaptées à ces projets.

*Hans Geurts, exploitant laitier à Veulen, Pays-Bas, et membre du Syndicat néerlandais des producteurs laitiers (NMV)*

---

## Les vaches ne détruisent pas le climat

© Thomas Schmidt

viande pour sauver l'environnement.

À mesure que l'échelle et les conséquences du changement climatique deviennent de plus en plus alarmantes, il est de bon ton de prendre pour cible la production de viande et de lait. On exhorte la population à manger moins de

Les arguments s'appuient sur l'affirmation-clé selon laquelle la production de viande produirait, à l'échelle mondiale, plus de gaz à effet de serre que le secteur des transports dans son ensemble.

Dans son article *'Yes, eating meat affects the environment, but cows are not killing the climate'* (Oui, manger de la viande a un impact sur l'environnement, mais ce ne sont pas les vaches qui détruisent le climat), Frank M. Mitloehner, professeur de science animale et spécialiste en vulgarisation sur la qualité de l'air à l'Université de Californie à Davis, démontre que cette affirmation est manifestement fautive. Ses recherches portent sur les façons dont l'élevage agricole a un impact sur la qualité de l'air et le changement climatique. Selon lui, arrêter de consommer de la viande et des produits carnés n'est pas la panacée environnementale que d'aucuns nous font miroiter.

On entend souvent affirmer que le bétail est responsable de la part du lion des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cet article rappelle que, selon l'agence américaine de protection de l'environnement, les sources principales d'émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis en 2016 étaient la **production d'électricité** (28 % des émissions totales), les **transports** (28 %) et l'**industrie** (22 %). L'ensemble de l'agriculture représentait un total de 9 %. L'élevage contribuait un peu moins de la moitié de cette part, soit **3,9 %** du total des émissions de gaz à effet de serre des États-Unis. On est loin de l'affirmation selon laquelle l'élevage polluerait autant ou davantage que les transports.

Selon M. Mitloehner, cette idée fautive proviendrait d'une étude de la FAO de 2016 qui déclarait que le bétail produisait 18 % des émissions de gaz à effet de serre au monde. Cette agence en a tiré une conclusion stupéfiante : les animaux d'élevage feraient plus de mal au climat que tous les moyens de transports combinés. Cette affirmation a depuis été corrigée par Henning Steinfeld, l'auteur principal du rapport. « Le problème était que les analystes de la FAO ont utilisé une évaluation complète du cycle de vie pour étudier l'impact climatique du bétail, mais une autre méthode pour analyser les transports. Le résultat était que la comparaison par la FAO des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'élevage et des transports s'en est trouvée largement faussée », explique M. Mitloehner.

L'auteur indique que, dans son rapport d'évaluation le plus récent, la FAO estime que les animaux d'élevage produisent 14,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre dues à l'activité humaine. « Il n'existe pas d'évaluation complète du cycle de vie comparable pour les transports. Toutefois, comme l'a souligné Steinfeld, on peut comparer les émissions

directes des transports et de l'élevage et celles-ci représentent respectivement 14 % et 5 % . »

L'article explique qu'éliminer l'élevage de l'agriculture américaine permettrait de réduire légèrement les émissions nationales de gaz à effet de serre mais que cela compliquerait également la couverture des besoins nutritionnels de la population. Selon une étude de l'Université de Californie, si tous les américains adoptaient la pratique du lundi sans viande (*Meatless Monday*), la réduction obtenue ne dépasserait pas 0,5 %.

*Extrait de l'article : 'Yes, eating meat affects the environment, but cows are not killing the climate' par Frank M. Mitloehner, Professor of Animal Science and Air Quality Extension Specialist, University of California, Davis, 25 octobre 2018.*

---

## Les éleveurs laitiers irlandais abordent 2019 après une année 2018 chère et difficile

En Irlande, la plupart des exploitations laitières sont des troupeaux de vèlage printanier, avec environ 10% de traite seulement sur toute l'année. Cela permet de maximiser la saison de pousse de l'herbe et signifie que nos vaches sont à l'herbage plus de 300 jours par an.

La plupart des troupeaux de printemps ont fini la traite pour 2018, ce qui donne une période de repos aux vaches et aux agriculteurs avant que la période de vèlage ne commence à la mi-janvier.

Notre printemps est généralement synonyme de baisse des coûts car l'herbe fraîche est la forme de fourrage la moins chère en Irlande. Toutefois, comme nous l'avons déjà noté, le printemps est arrivé très tard en 2018, avec de la neige en mars, inhabituelle à cette période, et une sécheresse en été. Il a donc fallu utiliser de l'ensilage supplémentaire au printemps et pendant l'été, en consommant tous les surplus. La sécheresse de cet été est venue tout perturber, en stoppant la pousse de l'herbe dans la majeure partie du pays (et surtout dans les grandes régions de production laitière du sud, de l'est et du centre).

Heureusement, les éleveurs laitiers irlandais ont bénéficié d'un temps idéal cet automne, qui leur a permis de récolter plus de fourrage, la pousse de l'herbe a rempli son potentiel et du fourrage supplémentaire a été récolté pour l'hiver. Nous sommes passés de 50 % de déficit de fourrage dans l'ensemble du pays à une situation proche de l'équilibre. Il reste toutefois des régions où les vaches devront être mises à l'herbage prématurément car les réserves de fourrage sont basses.

Le prix du lait oscille actuellement entre 30 et 32 centimes par litre et certains acheteurs baissent les prix de novembre ; malheureusement, les coûts ont augmenté substantiellement en 2018 à cause du mauvais temps et de nombreux agriculteurs font face à un manque de liquidités. Les livraisons de lait en Irlande ont augmenté de 20,2% en octobre 2018 et sont en hausse de 2,8% en cumul annuel par rapport à l'année dernière.

*Paul Smyth, Irish Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA)*

---

## L'industrie suisse du chocolat se sent menacée

Le 31 décembre 2018 a marqué l'expiration de la « loi chocolatière » en Suisse. Grâce à elle, les producteurs suisses de denrées alimentaires voyaient le prix de leurs matières premières locales (sucre, lait en poudre) réduit au niveau des prix dans l'UE si le produit final était exporté. Cela représentait 90 millions de francs suisses par an (soient 79 millions d'euros).

Cette disposition n'étant plus conforme aux règles de l'OMC, les représentants du secteur laitier se sont réunis et ont défini une nouvelle réglementation, qui s'y conforme. Celle-ci est entrée en vigueur au 1.1.2019 : À partir du mois de janvier, la Confédération versera à chaque agriculteur une majoration de 4,5 centimes par litre de lait vendu (près de 4 centimes d'euro). L'acheteur du lait déduira 4,5 centimes par litre auprès de l'agriculteur et les transférera à un fonds. Ce fonds servira ensuite à financer les réductions des

prix des matières premières.

La nouvelle réglementation prévoit que le litre de lait pour l'industrie du chocolat puisse être réduit d'un maximum de 25 centimes (environ 22 centimes d'euro). Il reste toutefois les coûts de production du lait en poudre et ceux-ci sont près de trois fois plus élevés en Suisse qu'à l'étranger. L'industrie du chocolat réclame désormais que cette part des coûts fasse aussi l'objet d'une réduction. Là aussi, les montants en jeu se chiffrent en millions. L'industrie chocolatière a déjà menacé dans la presse de délocaliser toute la production de chocolat à l'étranger si le secteur ne se plie pas à ses exigences. Cela reviendrait à acheter le lait encore moins cher aux agriculteurs. Évidemment, les associations d'agriculteurs cherchent à s'y opposer. Nous verrons dans quelques semaines, quand la nouvelle réglementation sera en vigueur, qui aura remporté ce face-à-face. Une remarque encore : l'enjeu, en fin de compte, est de savoir qui paiera environ 3 centimes par tablette de chocolat Lindt...

*Werner Locher, BIG-M Suisse*

---

## Comparatif des prix du lait : Les producteurs de lait ont dû accepter des baisses de prix

Entre septembre et novembre 2018, seules quelques laiteries ont augmenté le prix versé aux producteurs. Au contraire, dans la plupart des cas, les prix ont diminué au cours de cette période. Les prix de base du lait qui nous ont été communiqués en novembre 2018 étaient donc compris entre 30,68 et 35,55 centimes par kilogramme de lait.

© wikimedia commons

Ce n'est que dans trois pays seulement que les producteurs de lait conventionnels ont déclaré des prix qui ont augmenté de plus d'un cent par kilogramme, en Belgique (BE-1), en Allemagne (DE-1) et au Luxembourg (LU-1). Notons cependant que, les mois précédents, le niveau de prix de ces trois laiteries était très bas. Cette augmentation a permis aux producteurs d'obtenir respectivement 31,80 et 34,08 centimes par kilogramme de lait.

Depuis septembre, ce sont les prix versés aux producteurs français qui ont connu la plus forte baisse (entre 1,52 et 4,06 centimes) ; en novembre, ils étaient compris entre 31,49 et 34,53 centimes par kilogramme (prix de base sans suppléments ni réductions). Aux Pays-Bas, une laiterie a connu une grosse baisse de 3,57 centimes en seulement trois mois. Le prix est passé à 30,91 centimes.

Si on prend en compte les suppléments et les réductions, les prix communiqués pour novembre 2018 sont compris entre 32,22 et 37,97 centimes par kilogramme. Pour les producteurs de lait, l'augmentation de la rémunération dépend donc

de plus en plus des éventuels suppléments accordés pour des qualités particulières et des critères d'élevage (lait sans OGM, lait de pâturages etc.). Dans les exploitations néerlandaises, les amendes liées aux quotas de phosphate peuvent cependant déboucher sur de fortes réductions des prix.

Le comparatif des prix du lait de l'EMB présente le prix net payé au producteur en centimes par kilogramme au départ de l'exploitation, pour un lait contenant 4,0 % de matières grasses et 3,4 % de protéines ; les suppléments et les réductions sont présentés séparément. Les versements complémentaires sont ajoutés à l'année concernée.

#### Comparatif des prix du lait de l'EMB jusqu'à novembre 2018

*La comparaison des prix du lait de l'EMB cherche à garantir une meilleure comparabilité des prix au producteur en Europe. Le schéma de calcul actualisé indique désormais le prix au producteur avec et sans les suppléments et les rabais spécifiques aux laiteries. La valeur standard a été fixée à 4 % de matière grasse et 3,4 % de protéine. Les décomptes mensuels sont aussi corrigés en continu pour tenir compte des arriérés de paiement.*

Karin Jürgens, BAL

---

**Vous pouvez nous trouver sur Facebook**

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-janvier-2019.html>